

L'europe face au péril russe

EDOUARD TETREAU ([HTTPS://WWW.LESECHOS.FR/JOURNALISTES/INDEX.PHP?ID=21810](https://www.lesechos.fr/journalistes/index.php?id=21810)) / Associé-gérant de Mediafin
| Le 29/03 à 06:00



L'europe face au péril russe

La Russie de Vladimir Poutine séduit certains candidats à l'élection présidentielle. Mais son modèle se situe aux antipodes de l'Union européenne, qui doit lui répondre en affirmant ses valeurs et en renforçant sa souveraineté.

Vous représentez un spectre politique en Europe qui croît rapidement. » Pour le 60^e anniversaire du traité de Rome créant l'Union européenne, Vladimir Poutine a fait un drôle de cadeau en recevant au Kremlin, et de la sorte en saluant, Marine Le Pen, représentante de la division française dudit « spectre ». Un nom étrange, renvoyant à « l'apparition fantastique et effrayante d'un mort » ou à la « représentation effrayante d'une idée, d'un événement menaçant » (Cf. Larousse). L'extrême droite européenne, puisqu'il faut appeler ce spectre-là par son nom, n'en demandait peut-être pas tant.

L'ingérence de la Russie de Vladimir Poutine dans les démocraties occidentales, du référendum sur le Brexit à la campagne présidentielle américaine, incluant le pillage de données informatiques (le Parti démocrate d'Hillary Clinton) ou la diffusion de fausses nouvelles sur les réseaux sociaux, est devenue un fait avéré. L'ingérence est aussi financière : la Russie est le premier financier du parti néofasciste Jobbik en Hongrie, mais aussi de Marine Le Pen, avec un prêt de 9 millions d'euros consenti par la banque tchéco-russe FCRB, qui a fait opportunément faillite mi-2016. L'ingérence est, enfin, militaire. Depuis deux ans, des bombardiers et chasseurs russes s'invitent dans l'espace aérien européen, en particulier au-dessus de la Manche, en éteignant leurs transpondeurs, multipliant ainsi les risques de collision avec l'aviation civile.

La Russie aurait-elle décidé d'exporter son mal-être et sa crise interne à ses voisins, plus riches et plus heureux parce qu'authentiquement plus libres ? Dans cette « démocratie dictatoriale », en récession depuis deux ans, on vit douze ans de moins qu'en France. On vient de dépénaliser non pas le cannabis, mais les violences conjugales. Une violence omniprésente dans un pays où le budget de la défense a triplé en dix ans et où les opposants au régime sont emprisonnés après des manifestations de rue, à l'instar d'Alexeï Navalny cette semaine. Quand ils ne sont pas assassinés, comme Boris Nemstov, Anna Politkovskaïa, Alexandre Litvinenko. Liste longue et toujours ouverte.

C'est pourtant ce régime autoritaire qu'ont choisi de soutenir publiquement, voire d'ériger en modèle, de nombreuses personnalités politiques françaises, à droite de la droite républicaine, mais aussi chez les souverainistes de gauche. Les largesses financières de Moscou n'expliquent pas tout. Le culte aveugle du chef, aussi corrompu soit-il ; la fascination de l'ordre établi et de la violence d'Etat ; un certain antiaméricanisme ; enfin, l'illusion de voir un pays autoproclamé « rempart de la chrétienté » face à l'islamisme montant et l'Occident décadent, nourrissent le discours propoutinien du moment. Qu'y a-t-il d'occidental et de chrétien dans les bombardements massifs de civils et d'enfants à Alep, où les bombardiers russes visèrent les écoles et les hôpitaux ?

Dans la campagne présidentielle actuelle, investie par l'argent, les réseaux sociaux et le lobbying russes, deux camps se font face : celui, disons, des idolâtres, fascinés par la puissance et le discours russes au point d'en adopter les thèmes. L'Union européenne, cible de choix **de la propagande** russe, est leur ennemie. Détricoter une union qui a garanti la paix, la prospérité et l'affermissement des démocraties en Europe de l'Ouest et centrale, est devenu un objectif partagé avec M. Poutine, mais aussi MM. Erdogan en Turquie, Trump aux Etats-Unis, Farage, Johnson et associés en Grande-Bretagne.

L'autre camp est celui des résistants. Ils continuent d'adhérer à l'Union européenne, mais en constatent les limites, soixante ans après, des frontières extérieures mal protégées à la primauté donnée à l'économique, au marchand et au monétaire plutôt qu'à la politique et

